



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À :**

Bid Receiving/Réception des soumissions

Procurement Hub | Centre
d'approvisionnement
Fisheries and Oceans Canada | Pêches et
Océans Canada
301 Bishop Drive | 301 promenade Bishop
Fredericton, NB, E3C 2M6

Email / Courriel : [DFOtenders-
soumissionsMPO@dfo-mpo.gc.ca](mailto:DFOtenders-soumissionsMPO@dfo-mpo.gc.ca)

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

Proposal to: Fisheries and Oceans Canada

We hereby offer to sell to Her Majesty the
Queen in right of Canada, in accordance
with the terms and conditions set out herein,
referred to herein or attached hereto, the
goods and services listed herein and on any
attached sheets at the price(s) set out
therefor.

Proposition à : Pêches et Océans Canada

Nous offrons par la présente de vendre
à Sa Majesté la Reine du chef du
Canada, aux conditions énoncées ou
incluses par référence dans la présente
et aux appendices ci-jointes, les biens
et les services énumérés ici sur toute
feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Title / Titre Affrètement de navire		Date 06 octobre 2021
Solicitation No. / N° de l'invitation 30001088		
Client Reference No. / No. de référence du client(e) 30001088		
Solicitation Closes / L'invitation prend fin At / à : 2 :00PM ADT (Atlantic Daylight Time) / HAA (Heure Avancée de l'Atlantique) On / le : 21 octobre 2021		
F.O.B. / F.A.B. Destination	Taxes See herein — Voir ci-inclus	Duty / Droits See herein — Voir ci-inclus
Destination of Goods and Services / Destinations des biens et services See herein — Voir ci-inclus		
Instructions See herein — Voir ci-inclus		
Address Inquiries to : / Adresser toute demande de renseignements à : Lauren Vandenborre, agent des contracts Email / Courriel: DFOtenders-soumissionsMPO@dfo-mpo.gc.ca		
Delivery Required / Livraison exigée See herein — Voir en ceci		Delivery Offered / Livraison proposée
Vendor Name, Address and Representative / Nom du vendeur, adresse et représentant du fournisseur/de l'entrepreneur		
Telephone No. / No. de téléphone		Facsimile No. / No. de télécopieur
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor (type or print) / Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
Signature		Date



TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	3
1.1 EXIGENCES RELATIVES A LA SECURITE.....	3
1.2 ÉNONCE DES TRAVAUX	3
1.3 COMPTE RENDU	3
1.4 ACCORDS COMMERCIAUX.....	3
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	4
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISEES.....	4
2.2 PRESENTATION DES SOUMISSIONS	4
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PERIODE DE SOUMISSION.....	4
2.4 LOIS APPLICABLES.....	4
2.5 PROCESSUS DE CONTESTATION DES OFFRES ET MECANISMES DE RECOURS	5
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	6
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PREPARATION DES SOUMISSIONS	6
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	7
4.1 PROCEDURES D'EVALUATION	7
4.2 METHODE DE SELECTION	7
PARTIE 5 – ATTESTATIONS	9
5.1 ATTESTATIONS EXIGEES AVEC LA SOUMISSION	9
5.2 ATTESTATIONS PREALABLES A L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLEMENTAIRES...	13
PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....	15
6.1 EXIGENCES RELATIVES A LA SECURITE.....	15
6.2 ÉNONCE DES TRAVAUX	15
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISEES	15
6.4 DUREE DU CONTRAT	16
6.5 RESPONSABLES	17
6.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHES CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES.....	18
6.7 PAIEMENT	18
6.8. INSTRUCTIONS RELATIVES A LA FACTURATION	19
6.9 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLEMENTAIRES	19
6.10 LOIS APPLICABLES	20
6.11 ORDRE DE PRIORITE DES DOCUMENTS.....	20
6.12 ASSURANCE – EXIGENCES PARTICULIERES G1001C (2013-11-06)	20
6.13 ÉTAT DU NAVIRE A9141C (2008-05-12)	20
6.14 CLAUSE DU GUIDE DES CCUA	21
6.15 REGLEMENT DES DIFFERENDS.....	21
ANNEXE « A » ÉNONCÉ DES TRAVAUX	22
ANNEXE « B » BASE DE PAIEMENT.....	26
ANNEXE « C » CONDITIONS D'ASSURANCE	28
ANNEXE « D » CRITÈRE D'ÉVALUATION.....	30



PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Exigences relatives à la sécurité

Cette demande de soumissions ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

1.2 Énoncé des travaux

Les travaux à exécuter sont décrits en détail à l'annexe A des clauses du contrat éventuel.

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit ou par téléphone.

1.4 Accords commerciaux

Le besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).



PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Dans la mesure où le présent contrat est conclu avec Pêches et Océans Canada (MPO), toute référence à Travaux publics et Services gouvernementaux ou à TPSGC ou à son ministre contenue dans toute modalité, condition ou clause de la présente demande de soumission, y compris les clauses du guide des CUA incorporées par renvoi doivent être interprétées comme des références à Pêches et Océans Canada ou à son ministre.

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#) (2020-05-28) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de MPO ne seront pas acceptées.

2.3 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur **Nouvelle-Écosse**, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.



À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.5 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- (a) Les fournisseurs potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- (b) Le Canada invite les fournisseurs à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada [Achats et ventes](#), sous le titre « Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :
 - Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
 - Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)
- (c) Les fournisseurs devraient savoir que des **délais stricts** sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les fournisseurs devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.



PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande au soumissionnaire d'envoyer **toutes** ses soumissions par **courriel** en sections sauvegardées séparément comme suit **avant la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions à l'adresse indiquée** :

Section I : Soumission technique (une copie en format PDF)

Section II : Soumission financière (une copie en format PDF)

Section III : Attestations (une copie en format PDF)

Remarque importante :

La taille maximale par courriel (pièces jointes comprises) est limitée à 10 Mo. Au-delà de cette limite, le MPO pourrait ne pas recevoir votre courriel. Nous vous suggérons de compresser le courriel pour garantir l'envoi. Les soumissionnaires sont tenus de transmettre leur proposition et de prévoir suffisamment de temps pour que le MPO la reçoive avant la fin de la période indiquée dans l'appel d'offres. Les courriels avec des liens vers des documents de soumission ne seront pas acceptés.

Le MPO ne sera pas responsable des échecs attribuables à la transmission ou à la réception du courriel de soumission. Le MPO transmettra un courriel de confirmation aux soumissionnaires une fois la proposition reçue.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement de l'annexe « B ».

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.



PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- (a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- (b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

Se référer à l'annexe « D »

4.1.1.2 Critères techniques cotés

Se référer à l'annexe « D »

4.1.2 Évaluation financière

Clause du *Guide des CCUA* [A0220T](#) (2014-06-26) Évaluation du prix-soumission

4.2 Méthode de sélection

4.2.1 Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique et du prix - A0027T (2012-07-16)

1. Pour être déclarée recevable, une soumission doit :
 - a. respecter toutes les exigences de la demande de soumissions; et
 - b. satisfaire à tous les critères obligatoires; et
 - c. obtenir le nombre minimal de **25 points** exigés pour l'ensemble des critères d'évaluation techniques cotés. L'échelle de cotation compte **55 points**.
2. Les soumissions qui ne répondent pas aux exigences (a) ou (b) ou (c) seront déclarées non recevables.
3. La sélection sera faite en fonction du meilleur résultat global sur le plan du mérite technique et du prix. Une proportion de 70% sera accordée au mérite technique et une proportion de 30% sera accordée au prix.
4. Afin de déterminer la note pour le mérite technique, la note technique globale de chaque soumission recevable sera calculée comme suit : le nombre total de points obtenus sera divisé par le nombre total de points pouvant être accordés, puis multiplié par 70%.
5. Afin de déterminer la note pour le prix, chaque soumission recevable sera évaluée proportionnellement au prix évalué le plus bas et selon le ratio de 30%.
6. Pour chaque soumission recevable, la cotation du mérite technique et la cotation du prix seront ajoutées pour déterminer la note combinée.



7. La soumission recevable ayant obtenu le plus de points ou celle ayant le prix évalué le plus bas ne sera pas nécessairement choisie. La soumission recevable qui obtiendra la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix sera recommandée pour l'attribution du contrat.

Le tableau ci-dessous présente un exemple où les trois soumissions sont recevables et où la sélection de l'entrepreneur se fait en fonction d'un ratio de 70/30 à l'égard du mérite technique et du prix, respectivement.] Le nombre total de points pouvant être accordé est de 135, et le prix évalué le plus bas est de 45 000,00 \$ (45).

Méthode de sélection				
Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique (70%) et du prix (30%)				
		Soumissionnaire 1	Soumissionnaire 2	Soumissionnaire 3
Note technique globale		115/135	89/135	92/135
Prix évalué de la soumission		55 000,00 \$	50 000,00 \$	45 000,00 \$
Calculs	Note pour le mérite technique	$115/135 \times 70 = 59.63$	$89/135 \times 70 = 46.15$	$92/135 \times 70 = 48.89$
	Note pour le prix	$45/55 \times 30 = 24.55$	$50/50 \times 30 = 30.00$	$45/45 \times 30 = 30.00$
Note combinée		84.18	73.15	77.70
Évaluation globale		1er	3ième	2ième



PARTIE 5 – ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.1.2 Statut et disponibilité du personnel

Le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaires. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle du soumissionnaire : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si le soumissionnaire a proposé un individu qui n'est pas un employé du soumissionnaire, le soumissionnaire atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

5.1.3 Études et expérience

Le soumissionnaire atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitae et les documents à l'appui présentés avec sa soumission, plus



particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, le soumissionnaire garantit que chaque individu qu'il a proposé est en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le contrat éventuel.

5.1.4 Liste de noms pour le formulaire de vérification de l'intégrité

Les soumissionnaires doivent remplir le formulaire Liste de noms pour la vérification de l'intégrité qui se trouve dans la pièce jointe 1 de la partie 5.

5.1.5 Représentant de l'entrepreneur

Le représentant de l'entrepreneur pour le contrat:

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

5.1.6 Renseignements supplémentaires sur l'entrepreneur

Suivant l'alinéa 221(1)d) de la Loi de l'impôt sur le revenu, les paiements effectués par les ministères et les organismes aux termes des marchés de services pertinents (y compris des contrats englobant une combinaison de produits et de services) doivent être déclarés sur un feuillet T4-A supplémentaire.

Pour permettre au ministère des Pêches et des Océans de se conformer à la présente exigence, l'entrepreneur convient ici de fournir les renseignements suivants qu'il atteste être exacts et complets et qui divulguent entièrement son identité :

- a)** le nom du particulier ou la raison sociale de l'entité, selon le cas (le nom associé au numéro d'assurance sociale (NAS) ou la raison sociale associée au numéro d'entreprise (NE)), de même que son adresse et son code postal :

- b)** le statut de l'entrepreneur (particulier, entreprise non constituée en corporation, corporation ou société en nom collectif) :

- c)** pour les particuliers et les entreprises non constituées en corporation, le NAS de l'entrepreneur et, s'il y a lieu, le NE ou, le cas échéant, le numéro d'inscription aux fins de la taxe sur les produits et services (TPS)/la taxe de vente harmonisée (TVH):



- d) pour les corporations, le NE ou, s'il n'est pas disponible, le numéro d'inscription aux fins de la TPS/TVH. S'il n'y a pas de NE ou de numéro d'inscription aux fins de la TPS/TVH, il faut fournir le numéro indiqué sur le formulaire de déclaration de revenus des sociétés T2 :

5.1.7 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur le Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension?



Oui ()

Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

Oui ()

Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

Signature

Date

Nom du signataire en caractères d'imprimerie

L'attestation suivante doit être signée par l'entrepreneur ou un dirigeant autorisé de l'entrepreneur :

« J'atteste que j'ai examiné les renseignements fournis ci-dessus et qu'ils sont exacts et complets. »

Signature

Nom du signataire en caractères d'imprimerie



5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.



PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 5
LISTE DE NOMS POUR LE FORMULAIRE DE VÉRIFICATION DE L'INTÉGRITÉ

Exigences

L'article 17 de la [*Politique d'inadmissibilité et de suspension*](#) (la Politique) exige que les fournisseurs, peu importe leur situation au titre de la politique, présentent une liste de noms avec leurs offres ou leurs soumissions. La liste requise diffère selon la structure organisationnelle du soumissionnaire ou de l'offrant :

- Les fournisseurs, y compris les coentreprises incorporées ou non, doivent fournir une liste complète des noms de tous les administrateurs actuels.
- Les entreprises privées doivent plutôt présenter une liste de noms de tous les propriétaires de la société.
- De même, les fournisseurs soumissionnant à titre d'entreprise à propriétaire unique, y compris ceux soumissionnant en tant que coentreprise incorporée ou non, doivent fournir la liste complète des noms de tous les propriétaires
- Les fournisseurs soumissionnant à titre de société en nom collectif n'ont pas à soumettre une liste de noms

Les fournisseurs peuvent utiliser le présent formulaire pour fournir la liste de noms requise avec leurs soumissions ou leurs offres. À défaut de présenter une liste de noms avec une offre ou une soumission, lorsque requis, ladite offre ou soumission sera jugée non-conforme, ou le fournisseur sera disqualifié et ne pourra pas obtenir un contrat ou conclure une entente immobilière avec le Canada. Veuillez consulter le document [Bulletin d'information : Renseignements devant être soumis avec une soumission ou une offre](#) pour obtenir de plus amples renseignements.

Liste de noms pour le formulaire de [vérification de l'intégrité](#)



PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1 Exigences relatives à la sécurité

- 6.1.1** Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes, tel que prévu par le Programme de sécurité des contrats s'appliquent et font partie intégrante du contrat.

Clauses de sécurité no 1 – Pas d'exigence en matière de sécurité, **escorte requise sur les sites du MPO**

- Ni le fournisseur ni quelque personne que ce soit qui est affecté à des travaux relatifs au contrat ou de l'entente NE DOIT avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS ou CLASSIFIÉS.
- Ni le fournisseur ni quelque personne affectée à des travaux relatifs au contrat ou à l'entente NE DOIT avoir accès sans escorte aux zones d'accès restreint des installations de Pêches et Océans Canada ou aux navires de la Garde côtière canadienne.
- Le fournisseur et toutes les personnes affectées à des travaux relatifs au contrat ou à l'entente NE DOIVENT retirer aucun renseignement ou bien PROTÉGÉ ou CLASSIFIÉ des sites du MPO.
- Aucun contrat de sous-traitance ou entente au tiers ne peut être octroyé sans l'obtention préalable de la permission écrite de l'autorité contractante (AC), c'est à dire qu'une nouvelle LVERS doit être traitée au même titre que le contrat initial.

6.2 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe « A ».

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Dans la mesure où le présent contrat est conclu avec Pêches et Océans Canada (MPO), toute référence à Travaux publics et Services gouvernementaux ou à TPSGC ou à son ministre contenue dans toute modalité, condition ou clause du présent contrat, y compris les clauses du guide des CCUA incorporées par renvoi doivent être interprétées comme des références à Pêches et Océans Canada ou à son ministre

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

- 6.3.1.1** [2010B](#) (2020-05-28), Conditions générales - services professionnels (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

- 6.3.1.2** Le paragraphe 10 des Conditions générales [2010B](#) (2020-05-28): biens (complexité moyenne) – Présentation des factures, est modifié comme suit :

Supprimer : 2010B 10 (2020-05-28) Présentation des factures



Insérer : **Présentation des factures**

1. Les factures doivent être soumises au nom de l'entrepreneur à l'adresse suivante DFO.invoicing-facturation.MPO@canada.ca. L'entrepreneur doit présenter des factures pour chaque livraison ou expédition; ces factures doivent s'appliquer uniquement au contrat. Chaque facture doit indiquer si elle porte sur une livraison partielle ou finale.
2. Les factures doivent contenir :
 - a. Le nom de l'entrepreneur et l'adresse physique pour le versement.
 - b. Le numéro d'entreprise de l'ARC ou le numéro d'entreprise – approvisionnement (NEA) de l'entrepreneur.
 - c. La date de facturation.
 - d. Le numéro de facture.
 - e. Le montant de la facture (ventilé entre les montants de poste et les montants de taxe).
 - f. La devise de facturation (si la facture n'est pas établie en dollars canadiens).
 - g. Le numéro de référence du MPO (numéro du bon de commande ou autre numéro de référence valide).
 - h. Le nom de la personne-ressource du MPO ((à insérer au moment de l'attribution du contrat). **Remarque :** La facture sera renvoyée à l'entrepreneur si ces renseignements ne sont pas communiqués).
 - i. La description des biens ou des services fournis (fournir les détails des dépenses (comme l'article, la quantité, l'unité de délivrance, les tarifs horaires fermes de main-d'œuvre et le niveau d'effort, les contrats de sous-traitance, selon le cas) conformément à la base de paiement, taxes applicables en sus).
 - j. Les déductions correspondant à la retenue de garantie, s'il y a lieu.
 - k. Le report des totaux, s'il y a lieu.
 - l. Le cas échéant, le mode d'expédition ainsi que la date, les numéros de caisses ainsi que les numéros de pièce ou de référence, les frais d'expédition et tous autres frais supplémentaires.
3. Les taxes applicables doivent être indiquées séparément dans toutes les factures, ainsi que les numéros d'inscription correspondants émis par les autorités fiscales. Tous les articles détaxés, exonérés ou auxquels les taxes applicables ne s'appliquent pas doivent être identifiés comme tels sur toutes les factures.
4. En présentant une facture, l'entrepreneur atteste que la facture correspond aux travaux qui ont été livrés et qu'elle est conforme au contrat.

6.4 Durée du contrat

6.4.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'au 31 mars 2022 inclusivement.



6.4.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus deux (2) période(s) supplémentaire(s) de une (1) année(s) chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins quinze (15) jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

6.5 Responsables

6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Lauren Vandenborre
Titre : Agent des contrats
Département : Pêches et Océans Canada
Adresse : 301 Bishop Drive, Fredericton NB, E3C 2M6
Téléphone : 506-470-6349
Télécopieur : 506-452-3676
Courriel : Lauren.Vandenborre@dfo-mpo.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.5.2 Chargé de projet (*à insérer au moment de l'attribution du contrat*)

Le chargé de projet pour le contrat est :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : ____ ____
Télécopieur : ____ ____
Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.



6.5.3 Représentant de l'entrepreneur (à insérer au moment de l'attribution du contrat)

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

6.6 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant des renseignements sur son statut, en tant qu'ancien fonctionnaire recevant une pension versée en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), l'entrepreneur a convenu que cette information sera déclarée sur les sites Web des ministères dans le cadre des rapports publiés sur la divulgation proactive, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés: 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

6.7 Paiement

6.7.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme précisé dans l'**annexe « B »**, selon un montant total de _____ \$ (insérer le montant au moment de l'attribution du contrat). Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.7.2 Limitation des dépenses

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de _____ \$ (insérer le montant au moment de l'attribution du contrat). Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
 - a. lorsque 75 % de la somme est engagée, ou
 - b. quatre mois avant la date d'expiration du contrat, ou
 - c. dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux,

selon la première de ces conditions à se présenter.



3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

6.7.3 Modalités de paiement

6.7.3.1 Paiements multiples

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque des unités auront été complétées et livrées conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- a. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- b. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c. les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

6.7.4 Paiement électronique de factures – contrat

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat;
- b. Dépôt direct (national et international) ;

6.8 Instructions relatives à la facturation

6.8.1 Les paiements seront effectués à condition que:

- 6.8.1.1 Les factures doivent être envoyées par courriel aux comptes créditeurs du MPO à l'adresse électronique indiquée ci-dessous :

Courriel : DFO.invoicing-facturation.MPO@canada.ca

CC : Codeur : (à insérer au moment de l'attribution du contrat)

6.9 Attestations et renseignements supplémentaires

6.9.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

6.9.2 Attestations - contrat

Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur



ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

6.10 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur **Nouvelle-Écosse**, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- (a) les articles de la convention;
- (b) les conditions générales **2010B** (2020-05-28), Conditions générales - services professionnels (complexité moyenne);
- (c) Annexe « A », Énoncé des travaux;
- (d) Annexe « B », Base de paiement;
- (e) Annexe « C » Conditions D'assurance
- (f) Pièce jointe A à la DDP/contrat subséquent;
- (g) la soumission de l'entrepreneur en date du _____ (à insérer au moment de l'attribution du contrat)

6.12 Assurance – exigences particulières G1001C (2013-11-06)

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe C. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

6.13 État du navire **A9141C** (2008-05-12)

L'entrepreneur garantit que le navire fourni au Canada est en bon état mécanique, qu'il est tout à fait en état de prendre la mer, qu'il est équipé de matériel de sauvetage facilement accessible, qu'il sera doté d'un équipage adéquat et qu'il sera entièrement conforme à la [Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada](#), L.C. 2001, ch. 26.



6.14 Clause du Guide des CCUA

Clause du *Guide des CCUA* [A7017C](#) (2008-05-12) Remplacement d'individus spécifiques

Clause du *Guide des CCUA* [A8501C](#) (2014-06-26) Navire affrété - contrat

6.15 Règlement des différends

- (a) Les parties conviennent de maintenir une communication ouverte et honnête concernant les travaux pendant toute la durée de l'exécution du marché et après.
- (b) Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du marché, d'informer rapidement toute autre partie des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et de tenter de les résoudre.
- (c) Si les parties n'arrivent pas à résoudre un différend au moyen de la consultation et de la collaboration, les parties conviennent de consulter un tiers neutre offrant des services de règlement extrajudiciaire des différends pour tenter de régler le problème.
- (d) Vous trouverez des choix de services de règlement extrajudiciaire des différends sur le site Web Achats et ventes du Canada sous le titre « [Règlement des différends](#) ».



ANNEXE « A » ÉNONCÉ DES TRAVAUX

Titre : Affrètement d'un navire de pêche en vue de mener un relevé acoustique et de pêche en eaux pélagiques ciblant le hareng pour la validation de la réalité de terrain dans la division 4X de l'OPANO

1.1 Contexte

Les poissons-fourrages représentent une ressource alimentaire importante pour de nombreux poissons marins, mammifères, oiseaux marins et humains. Cependant, on considère que l'abondance de nombreux stocks de poissons-fourrages correspond au point de référence limite ou est inférieure à celui-ci. Par conséquent, on devrait améliorer l'avis scientifique pour mieux gérer ces stocks. On doit mieux comprendre quels processus écologiques et socioéconomiques déterminent la répartition et la dynamique des populations de poissons-fourrages. Toutefois, nous devons d'abord améliorer l'exactitude et la précision des estimations de la taille et de la répartition de ces populations sur les plans temporel et spatial.

Dans le cadre du présent programme, on mettra au point une méthodologie de relevé acoustique indépendante de la pêche visant à déterminer directement les cibles acoustiques et à créer des indices d'abondance pour les stocks importants de poissons-fourrages et de poissons de fond dans la baie de Fundy et sur le plateau néo-écossais au moyen des systèmes d'échosondeurs EK80 à large bande. Le nouveau navire hauturier de recherche halieutique, le NGCC *Capitaine Jacques Cartier*, est équipé d'un système d'échosondeur EK80 à large bande. Le projet vise à élaborer des méthodes de classification directe des cibles acoustiques pour que l'on puisse améliorer l'exactitude et la précision des indices de la biomasse des stocks de poissons pélagiques et de fond dans la baie de Fundy et sur le plateau néo-écossais, sur les plans spatial et temporel. Le projet de recherche fournira des indices acoustiques de la biomasse indépendants de la pêche pour plusieurs stocks importants sur le plan commercial (hareng de l'Atlantique, maquereau de l'Atlantique, morue franche, aiglefin, goberge, sébaste et aiguillat commun). Ces indices pourront être intégrés dans les modèles d'évaluation des stocks aux fins de production d'un avis de gestion.

Le projet soutiendra également la validation de la réalité de terrain concernant les relevés acoustiques existants réalisés par l'industrie dans les principales frayères des harengs du banc German et de la baie Scots. Il existe un degré d'incertitude élevé concernant l'indice acoustique de la biomasse des harengs existant ainsi qu'une grande variabilité des estimations de la biomasse selon les rédacteurs en raison de l'incertitude associée à la classification des cibles acoustiques (pour le hareng ou autres). Le deuxième objectif du projet est de valider la réalité de terrain concernant les cibles acoustiques et d'élaborer une procédure opérationnelle normalisée pour la modification des données acoustiques recueillies dans les frayères du hareng en vue d'améliorer l'exactitude de l'indice de biomasse et de réduire le plus possible la variabilité de la classification des cibles selon les rédacteurs. Le projet servira à améliorer directement l'exactitude et la précision des indices acoustiques de la biomasse des harengs dans les divisions 4VWX, aux fins de soutien de l'avis gestion.

1.2 Exigences pour le promoteur

L'objectif général du projet est de mener un relevé acoustique et de pêche en eaux pélagiques visant à mieux comprendre la signature acoustique des harengs et d'autres espèces dont la répartition chevauche l'habitat du hareng.

Pour ce faire, le promoteur doit faire ce qui suit :

- permettre au personnel du MPO d'installer et d'étalonner un système d'échosondeur EK80 (muni de transducteurs de 38, 70, 120 et 200 kHz; ci-après appelé « système d'échosondeur EK80 ») qui sera fixé au stabilisateur d'ailerons, à moins qu'un tel système soit déjà installé sur le navire;
- consentir à mener des activités et à pêcher selon un horaire de 24 heures, et être en mesure de le faire;



- consigner les données acoustiques selon un itinéraire établi par le MPO et consentir à ajuster la vitesse du navire et à étalonner d'autres instruments aussi souvent que possible afin d'assurer la meilleure qualité des données acoustiques;
- fournir un espace sur le pont pour l'installation d'un poste informatique destiné à un membre du personnel du MPO afin de faciliter la communication avec le responsable des poissons;
- recueillir des échantillons de poissons lorsque des regroupements sont détectés en vue de valider le signal acoustique;
- fournir un espace sur ou sous le pont pour le traitement des poissons capturés (p. ex., trier, peser et mesurer les prises) après les activités de chalutage;
- suivre de près (0,5 NM) un navire de pêche commerciale du hareng pendant un relevé acoustique mené pendant la nuit afin que l'on puisse comparer les données acoustiques et les données sur les poissons recueillies par les deux navires;
- désigner au moins deux membres de l'équipage qui aideront le personnel du MPO à identifier, à trier, à mesurer et à peser les prises;
- suivre les instructions données par le responsable de la mission (scientifique) ou le personnel du MPO à bord du navire de pêche.
- Au besoin, l'échosondeur sera installé et étalonné dans un port du Nouveau-Brunswick ou de la Nouvelle-Écosse où l'on retrouve une grue; l'équipe des Sciences y rejoindra l'équipage du navire. L'entrepreneur devrait être présent pour ces étapes.

1.3 Portée

On mènera des activités sur le terrain dans la baie de Fundy ou dans les eaux du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, dans la division 4X de l'OPANO, principalement sur le banc German ou dans la baie Scots. Le projet sera mené pendant deux missions de cinq jours; il commencera après l'attribution du contrat et se terminera avant le 15 novembre 2021.

1.4 Description des travaux

Les travaux commenceront après l'attribution du contrat et devraient être terminés d'ici le 15 novembre 2021. On prévoit qu'ils seront effectués lors de deux missions de cinq jours en mer.

L'entrepreneur sera payé en fonction du nombre de jours passés en mer et selon un taux horaire (jusqu'à 60 heures) lorsque le navire sera amarré au quai et que l'équipage se préparera pour la mission.

L'entrepreneur fournira les services d'un plongeur professionnel qui facilitera l'installation du système d'échosondeur (boulons fixés sous l'eau, près de la surface) et la fixation du système d'échosondeur au navire, et fournira tous les câbles et toute la corde nécessaires pour fixer le système.

Le navire doit permettre la pêche dans des eaux d'une profondeur variant de 20 à 350 mètres. Il suivra les transects et les lieux de pêche fournis par le MPO, et le personnel consignera les données acoustiques de façon continue, pendant toute la durée du relevé. Pendant le relevé, les transects et les lieux de pêche pourraient être modifiés par le personnel du MPO à bord du navire.

Lorsque des regroupements de poissons seront détectés, le pêcheur tentera de recueillir des échantillons dans la colonne d'eau si les conditions sont favorables. Le personnel du MPO à bord du navire fournira les directives concernant la profondeur d'échantillonnage et le moment de chalutage.

On identifiera les poissons capturés et on les classera par espèce, on quantifiera la biomasse totale pour chaque espèce et on mesurera un sous-échantillon des prises. L'équipe de pêche devra aider le personnel du MPO à faire l'échantillonnage.

L'équipe de pêche, le navire et l'équipement nécessaire (engins de pêche, trousse de réparation, cartes de navigation, etc.) seront inclus dans le contrat octroyé. Le capitaine ou un autre membre de l'équipage



du navire devra aider le personnel scientifique à consigner les renseignements de pêche et de navigation, et à communiquer avec d'autres navires, au besoin.

L'entrepreneur sera responsable de gérer les réserves de carburant et de nourriture, ainsi que d'autres besoins. Il devra accueillir deux membres du personnel scientifique du MPO à bord du navire pendant la durée du contrat et leur fournir des repas, une cabine (ou un lit), etc. Sur le navire, il doit y avoir assez d'eau potable pour satisfaire aux besoins du navire et aux besoins personnels (y compris les douches) de l'équipage du navire et du personnel scientifique pendant la durée de la mission. Le navire doit disposer d'une douche individuelle. L'équipage doit charger sur le navire toutes les ressources nécessaires pour la période opérationnelle des relevés, avant le début de ceux-ci.

Le navire affrété et les engins de pêche requis pour le projet devront être prêts et fonctionnels dès que le contrat sera octroyé.

1.5 Soutien et équipement

L'entrepreneur sera chargé de coordonner les activités de pêche et d'aider le personnel du MPO à manipuler les spécimens vivants.

Il devra fournir les engins, la main-d'œuvre et l'équipement requis pour réaliser le projet. Le MPO fournira l'équipement suivant :

- un système d'échosondeur EK80, si l'entrepreneur ne le fournit pas;
- l'équipement requis pour échantillonner des poissons (balances, ichtyomètres, bascules de pesage, etc.);
- des capteurs de surveillance des filets E-sonar;
- des doublures de mailles pour les chaluts de fond et pélagique.

Les membres de l'équipage devront inspecter les filets après chaque trait pour vérifier la présence de dommages. Si un filet était endommagé, les membres de l'équipage devraient le réparer et faire en sorte qu'il retrouve sa dimension initiale avant de recommencer les activités de pêche (ceci signifie que tous les filets endommagés doivent être réparés de façon à ce qu'ils respectent les mêmes normes que les filets intacts) ou utiliser un nouveau chalut si les dommages sont trop importants. Les membres de l'équipage doivent retirer, au meilleur de leurs capacités, tous les poissons qui se trouvent dans le chalut après chaque trait.

Le MPO fournira des vêtements de flottaison individuels (VFI) à chaque membre du personnel scientifique. Le navire de relevé doit être muni de combinaisons d'immersion d'urgence pour tous les membres de l'équipage du navire et du personnel scientifique.

Sur le navire, on doit aussi retrouver des gilets de sauvetage en bon état approuvés par Transports Canada pour tout le personnel à bord.

Il doit y avoir assez d'espaces fermés à bord du navire pour que le personnel scientifique puisse réaliser ses tâches. Il doit aussi y avoir une zone de travail sécuritaire pour peser les prises. Un schéma du pont et de la zone de travail propre au navire doit être fourni; il doit indiquer les dimensions du navire, les endroits où les activités de pêche seront menées et les zones de travail possibles du personnel scientifique.

1.6 Progrès liés aux travaux

L'entrepreneur doit informer (à l'avance, si possible) le MPO de tout retard qui pourrait toucher la réalisation adéquate et en temps opportun des travaux.



1.7 Livrables

L'entrepreneur devra fournir tous les renseignements du journal de bord jugés importants par le personnel du MPO (positions GPS, profondeur du chalut, dimensions du chalut, vitesse du navire, etc.) dans les deux semaines suivant l'octroi du contrat.

1.8 Méthode et source d'acceptation

Tous les livrables et les services fournis dans le cadre du présent contrat sont assujettis à l'inspection et à l'acceptation par le chargé de projet. Ce dernier aura le droit de rejeter tout livrable jugé non satisfaisant ou d'en exiger la rectification avant que le paiement soit autorisé.

1.9 Changement des procédures de gestion

Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou de toute interprétation des spécifications, effectué par l'entrepreneur, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements, modifications ou interprétations aient été approuvés, par écrit, par le chargé de projet, avant d'avoir été ajoutés aux travaux. L'entrepreneur ne sera pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui causeraient le dépassement de la responsabilité totale du Canada, à moins qu'une augmentation soit autorisée par le chargé de projet.

3.2 Langue de travail

La langue de travail est l'anglais.

3.3 Terminologie

MPO – Pêches et Océans Canada

OPANO – Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest



ANNEXE « B » BASE DE PAIEMENT

La soumission doit indiquer précisément le prix par jour en mer, le prix total pour dix jours en mer, ainsi que le total pour 30 heures au quai par sortie aux fins d'installation et de désinstallation de l'équipement (voir la définition de jours au quai ci-dessous). La facturation sera effectuée selon le nombre de jours en mer et le nombre d'heures passées au quai.

Période du contrat : de l'octroi du contrat au 31 mars 2022

Exigences	Niveau d'effort estimé* (A)	Prix unitaire ferme (B)	Total (A x B), sans les taxes
Jours de pêche en mer	10 jours (2 sorties de cinq jours)**	_____ \$/jour	_____ \$
Jours sans pêche passés au quai (préparation de l'équipement)	60 heures**	_____ \$/heure	_____ \$
Total			_____ \$

Année d'option 1 – 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2023

Exigences	Niveau d'effort estimé* (A)	Prix unitaire ferme (B)	Total (A x B), sans les taxes
Jours de pêche en mer	10 jours (2 sorties de cinq jours)**	_____ \$/jour	_____ \$
Jours sans pêche passés au quai (préparation de l'équipement)	60 heures**	_____ \$/heure	_____ \$
Total			_____ \$

Année d'option 2 – 1^{er} avril 2023 au 31 mars 2024

Exigences	Niveau d'effort estimé* (A)	Prix unitaire ferme (B)	Total (A x B), sans les taxes
Jours de pêche en mer	10 jours (2 sorties de cinq jours)**	_____ \$/jour	_____ \$
Jours sans pêche passés au quai (préparation de l'équipement)	60 heures**	_____ \$/heure	_____ \$
Total			_____ \$

* Cette valeur sert uniquement aux fins d'évaluation.

** L'inclusion de données volumétriques dans le document ne représente pas un engagement de la part du Canada indiquant que son utilisation future des services décrits dans l'invitation à soumissionner correspondra à ces données.



L'entrepreneur ne sera pas autorisé à faire des débarquements commerciaux pendant la durée du contrat avec le MPO étant donné qu'il pêchera avec un permis scientifique fourni par le MPO.

Les jours passés au quai en raison de problèmes mécaniques liés au navire de pêche ne peuvent pas être facturés. Les jours passés en mer ou au quai en raison de mauvaises conditions météorologiques ne peuvent pas être facturés.

Les heures nécessaires pour la réparation de l'équipement fourni par le MPO seront payées en entier.

L'entrepreneur sera responsable des coûts associés aux réparations de tous dommages mécaniques ou structurels touchant le navire de relevé. Il sera également responsable des coûts associés à tout dommage ou toute perte touchant les échantillons ou l'équipement du MPO.

Le prix ferme par jour en mer DOIT inclure TOUS les coûts liés à la réalisation des travaux concernant notamment :

- les engins de pêche;
- le transport et les activités du navire;
- le salaire de l'équipage;
- les repas pour les scientifiques du MPO et l'équipage;
- le carburant;
- les assurances liées au navire.
- l'entretien et la réparation;
- l'administration de contrats;
- la logistique liée à l'échantillonnage;
- la location d'équipement;
- les communications;



ANNEXE « C » CONDITIONS D'ASSURANCE

Assurance responsabilité en matière maritime

1. L'entrepreneur doit souscrire une assurance protection et indemnisation mutuelle qui doit comprendre une responsabilité additionnelle en matière de collision et de pollution. L'assurance doit être souscrite auprès d'un membre du groupe international de sociétés d'assurance mutuelle, ou avec un marché fixe, et le montant ne doit pas être inférieur aux limites fixées par la [Loi sur la responsabilité en matière maritime](#), L.C. 2001, ch. 6. La protection doit comprendre les membres d'équipage, s'ils ne sont pas couverts par l'assurance contre les accidents du travail décrite au paragraphe 2 ci-dessous.
2. L'entrepreneur doit souscrire une assurance contre les accidents du travail, qui couvre tous les employés effectuant des travaux conformément aux exigences réglementaires du territoire ou de la province. Ou même, les exigences réglementaires de l'État, de la résidence ou de l'employeur, ayant une autorité sur ces employés. Si la Commission des accidents du travail juge que l'entrepreneur fait l'objet d'une contravention supplémentaire en raison d'un accident causant des blessures ou la mort d'un employé de l'entrepreneur ou sous-traitant, ou découlant de conditions de travail dangereuses, cette contravention doit être aux frais de l'entrepreneur.
3. La police d'assurance protection et indemnisation mutuelle doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement concernant les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Renonciation des droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par le ministère pêches et océans et par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada relativement à toute perte ou dommage au navire, peu en importe la cause.
 - c. Avis d'annulation : L'entrepreneur fournira à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours avant l'annulation de la police ou tout autre changement à la police d'assurance.
 - d. Responsabilité réciproque et séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - e. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1985, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné conformément à la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

*Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice*



284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

*Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.



ANNEXE « D » CRITÈRE D'ÉVALUATION

Les propositions présentées en réponse à cette exigence doivent montrer clairement que le soumissionnaire répond à tous les critères obligatoires. Dans le cas contraire, la proposition sera jugée **NON CONFORME** et sera rejetée.

Le soumissionnaire doit joindre le tableau ci-dessous à sa proposition; il doit indiquer le numéro de page et la section de la proposition où se trouvent les renseignements permettant de vérifier si les critères sont satisfaits.

Pour les exemples du soumissionnaire et pour chacune des ressources proposées, l'expérience liée au projet servira à montrer la conformité; les renseignements suivants doivent être inclus :

- l'organisation du client;
- les dates de début et de fin ou la durée du projet (**mois et année**);
- une description du projet, y compris la portée et les éléments du cadre, ainsi que les résultats des travaux entrepris par les ressources proposées;
- une description des activités effectuées par les ressources proposées;
- le nom et les coordonnées du responsable du projet du client.

Les propositions qui ne contiennent pas les documents suivants seront déclarées irrecevables et ne feront l'objet d'aucune autre évaluation.

Les navires répondant aux critères obligatoires pourraient faire l'objet d'une inspection après la clôture de l'invitation à soumissionner.

Critères techniques obligatoires

	Critères obligatoires	N° de page de la proposition
O1	Le soumissionnaire doit posséder un permis de pêche commerciale valide pour la division 4X de l'OPANO. Le soumissionnaire doit présenter une copie du permis valide avec sa soumission.	
O2	La longueur du navire du soumissionnaire doit être supérieure à 60 pieds. Le soumissionnaire doit fournir une photo ou un schéma du navire indiquant ses dimensions pour prouver que la longueur est supérieure à 60 pieds.	
O3	Le soumissionnaire doit présenter une copie des documents suivants avec sa soumission : <ul style="list-style-type: none">• certificat d'immatriculation (Transports Canada);• certificat d'inspection (Transports Canada);• certificat d'assurance.	
O4	Le soumissionnaire doit montrer qu'il possède ou qu'il a accès à un navire permettant la pêche au chalut pélagique dans la colonne d'eau ou près du plancher océanique (c.-à-d., navire muni de tambours enrouleurs et de treuils de chalut). Le soumissionnaire peut montrer qu'il répond à ce critère en fournissant des photos de l'équipement du navire. Plus particulièrement, les photos	



	doivent montrer la possibilité de tirer deux chaluts sur deux tambours enrouleurs et deux ensembles de panneaux.	
O5	<p>Le soumissionnaire doit fournir une liste de ses engins de pêche et une attestation écrite indiquant que les engins sont en bonne condition et qu'ils permettent de cibler des poissons d'une longueur supérieure à 10 cm. Les renseignements suivants devraient être inclus dans l'attestation :</p> <ul style="list-style-type: none">• le type d'engins de pêche;• la taille des mailles du filet (corps du chalut, cul du chalut et doublure);• le type de panneaux de chalut;• l'équipement supplémentaire (capteurs, sonar de chalut, etc.).	
O6	<p>Le soumissionnaire doit montrer que le navire peut accueillir deux personnes supplémentaires, tout en restant conforme au programme de sécurité maritime de Transports Canada.</p> <p>Il peut montrer qu'il répond à ce critère en ajoutant un énoncé des capacités et une photo des cabines et des douches à sa soumission.</p>	
O7	<p>Le soumissionnaire doit montrer que le navire possède l'espace permettant de mener des activités d'échantillonnage biologique sur ou sous le pont.</p> <p>Il peut montrer qu'il répond à ce critère en ajoutant un énoncé des capacités et une photo de l'espace de travail à sa soumission.</p>	
O8	Le soumissionnaire doit montrer, grâce à des descriptions de projets, que le responsable du chalut ou l'opérateur du navire possède au moins cinq années d'expérience de la pêche au chalut.	

Critères techniques cotés

Les propositions qui répondent à tous les critères obligatoires seront évaluées en fonction des critères cotés ci-dessous. Une proposition doit obtenir au moins 25 points pour que la soumission soit déclarée recevable.

Le soumissionnaire doit indiquer l'endroit où figurent les renseignements dans sa proposition.

	Critères cotés	Points	N° de page de la proposition
C1	<p>Le soumissionnaire fournira l'un ou l'autre des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none">1) un navire muni d'un échosondeur scientifique EK80 avec quatre fréquences (38, 70, 120 et 200 kHz);2) un navire muni d'un stabilisateur d'ailerons permettant l'installation d'un système d'échosondeur EK80 qui sera fixé aux ailerons. <p>Le soumissionnaire peut montrer qu'il répond aux critères 1) ou 2) en fournissant l'un des éléments suivants avec sa soumission :</p>	<ol style="list-style-type: none">1. Échosondeur EK80 fourni – 20 points2. Échosondeur EK80 fourni, stabilisateur d'ailerons disponible – 15 points3. Critère non satisfait – 0 point	



	<ul style="list-style-type: none">- des photos de l'équipement à bord du navire;- des factures de l'équipement scientifique lié à l'échosondeur EK80;- des schémas et des photos du stabilisateur d'ailerons.		
C2	<p>Le soumissionnaire montre que le navire de pêche est muni d'un chalut pélagique et d'un chalut de fond permettant de capturer des poissons pélagiques, dans la colonne d'eau et près du plancher océanique, respectivement. Le soumissionnaire doit inclure des photos montrant les prises provenant du cul du chalut de fond ou du chalut pélagique.</p> <p>Il peut montrer qu'il répond à ce critère en ajoutant à sa soumission les spécifications des engins de pêche grâce à des schémas et à des photos.</p>	<ol style="list-style-type: none">1. Capacité de pêcher en eaux pélagiques et près du plancher océanique – 20 points2. Capacité de pêcher près du plancher océanique seulement – 10 points3. Critère non satisfait – 0 point	
C3	<p>Le soumissionnaire montre que le courant alternatif provient d'une source propre, soit un onduleur sinusoïdal complet.</p> <p>Il peut montrer qu'il répond à ce critère en ajoutant un énoncé des capacités à sa soumission.</p>	<ol style="list-style-type: none">1. Critère satisfait – 5 points2. Critère non satisfait – 0 point	
C4	<p>Le soumissionnaire montre que le navire est muni d'un répéteur GPA très précis.</p> <p>Il peut montrer qu'il répond à ce critère en ajoutant un énoncé des capacités à sa soumission.</p>	<ol style="list-style-type: none">1. Critère satisfait – 5 points2. Critère non satisfait – 0 point	
C5	<p>Le soumissionnaire montre qu'un chalut de rechange peut être transporté et installé.</p> <p>Il peut montrer qu'il répond à ce critère en ajoutant un énoncé des capacités à sa soumission.</p>	<ol style="list-style-type: none">1. Critère satisfait – 5 points2. Critère non satisfait – 0 point	
Nombre de points total Au moins 25 points sont requis.			/55